



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité et de l'urbanisme

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE2022151-0001 du 31 mai 2022**

***modifiant l'arrêté n°3026/96 du 31 octobre 1995 autorisant la création et l'exploitation d'une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers à Baixas et l'arrêté modificatif n°2014230-0001 du 18 août 2014.***

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement ;  
**VU** la nomenclature des ICPE ;  
**VU** le Décret n° 2014-285 du 03/03/2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**VU** le Décret n° 2015-1200 du 29/09/2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**VU** le Décret n° 2019-292 du 09/04/2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 3026/95 du 31 octobre 1995 autorisant la société Catalogne Enrobés à exploiter une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur la commune de Baixas, lieu-dit « Les Esperères », parcelle section A n°2934 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014230-0001 du 18 août 2014 3026/95 modifiant l'arrêté n°3026/95 du 31 octobre 1995 autorisant la société Catalogne Enrobés à exploiter une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur la commune de Baixas ;  
**VU** le rapport établi le 18 février 2014 par l'inspecteur des installations classées en poste à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement suite à la visite d'inspection du 2 février 2022, enjoignant à la société Catalogne Enrobés de procéder à une mise à jour du classement des activités soumises à la nomenclature ICPE ;  
**VU** la correspondance du 31 mars 2022, par laquelle la société Catalogne Enrobés procède à la mise à jour du classement de ses installations et indique un nouveau siège social ;  
**VU** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 6 mai 2022 ;  
**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet ;  
**CONSIDÉRANT** la modification de la rubrique 2521 de la nomenclature ICPE, intervenue par décret du 9 avril 2019 ;  
**CONSIDÉRANT** la suppression des rubriques 1432 et 1520 de la nomenclature ICPE, intervenue par décret le 3 mars 2014 ;  
**CONSIDÉRANT** l'antériorité dont bénéficie la société Catalogne Enrobés pour les rubriques 4801 et 4734 de la nomenclature ICPE créées et modifiées par les décrets du 3 mars 2014 et 29 septembre 2015 ;

**CONSIDÉRANT** l'évolution de l'installation par suppression de procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles relevant de la rubrique 2915 ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble de ces modifications nécessite la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3026/95 du 31 octobre 1995 modifié par l'arrêté préfectoral n°2014230-0001 du 18 août 2014 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - SIÈGE SOCIAL**

L'adresse du siège social au premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> « Autorisation » de l'arrêté n°3026/95 du 31 octobre 1995 est modifiée comme suit :

- suppression de « *RN116, KM4 66720 LE SOLER représentée par M. Jacques COUPET* »,
- remplacement par « *Lieu-dit Les Esperères 66390 BAIXAS, représentée par monsieur Bertrand CALMETTES* ».

### **ARTICLE 2 – MISE A JOUR CLASSEMENT ICPE**

L'article 1.1. de l'arrêté n°3026/95 du 31 octobre 1995 est supprimé et remplacé comme suit :

#### **« 1.1. Étendue de l'autorisation »**

L'exploitation des installations énumérées dans le tableau ci-dessous est autorisée par le présent arrêté.

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation</b>	<b>Seuil</b>	<b>Quantité</b>	<b>Régime *</b>
2521-1	Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers	-	200 t/h	E
4801-2	Dépôt de matières bitumineuses	50 t < Q < 500 t	205 t	D
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution > ou égale à 50 t au total, mais < 100 t d'essence et < à 500 t au total		72 t (fioul lourd 71 t + GNR 1 t)	DC
2516	Station de transit de matériaux pulvérulents non ensachés	5000 m <sup>3</sup> < V < 25000 m <sup>3</sup>	180 m <sup>3</sup>	NC
2517	Station de transit de matériaux minéraux ou déchets non dangereux	5000 m <sup>2</sup> < S < 10000 m <sup>2</sup>	< 5000 m <sup>2</sup>	NC

\* E (enregistrement), D (déclaration); DC (déclaration contrôlée), NC (non classé) »

### **ARTICLE 3 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- ✓ d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- ✓ d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur,
- ✓ d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 Montpellier).

#### **ARTICLE 5 - EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Baixas, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société CATALOGNE ENROBES.

Fait à Perpignan, le 31 MAI 2022

Le Préfet,  
pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Yohann MARCON

